

N°6

Janvier 2023



Lettre Diplomatique & Défense

Sommaire

Diplomatie

■ GOLFE ET PROCHE ORIENT

- L'émergence des puissances régionales, l'exemple de l'Arabie p.4
- **L'Arabie et la Chine** : partenaires tactiques p.4
- **L'Arabie et son programme de missiles balistiques** : enjeux et messages p.5
- **La Syrie** : un poids diplomatique encore important p.6
- **Egypte** : la délimitation de sa ZEE coordonnée avec la Grèce ou le Grand Jeu pétrolier & gazier p.7

Défense

■ GOLFE

- **Réarmement naval** p. 8

■ EUROPE

- Dépenses de défense de 26 Etats en 2021 p. 9
- **Allemagne** : retards dans la rédaction de la future stratégie nationale de défense p. 10
- **Allemagne** : une aide conséquente à l'Ukraine p. 10
- **OTAN** : le chantage turc exaspère la Suède p. 11
- La **Grèce** reporte son projet de corvettes, la Turquie lance la production en série de ses programmes p. 12

- GOLFE ET PROCHE ORIENT :

L'émergence des puissances régionales, l'exemple de l'Arabie

L'une des leçons les plus nettes que l'on puisse retirer de la visite Président **Xi Jinping** en Arabie en décembre 2022 est que les puissances extérieures au Golfe et au Proche-Orient ne contrôlent plus cette région-clé.

Cette grande région, qui va du Pakistan à l'est au Maroc à l'ouest, de la Turquie, des Balkans et de la rive nord du bassin méditerranéen aux États du Maghreb et de la Corne de l'Afrique jusqu'au Sahel – se caractérise désormais par l'émergence de nations souveraines aux intérêts bien compris.

En ce sens, la visite de Xi dans la région fin 2022 est arrivée trop tard pour que Pékin devienne le grand suzerain sur une partie ou la totalité de la région de la même manière que les grandes puissances extérieures des XIXe et XXe siècles dominaient la région. S'il intéresse les gouvernements régionaux, ceux-ci n'en font pas pour autant un axe autre que de diversification de leurs diplomaties et de leurs fournisseurs d'équipements civils ou militaires.

L'Arabie et la Chine : partenaires tactiques

Le sommet entre la Chine et les riches Etats du Golfe du 10-13 décembre a visé à renforcer des relations économiques déjà très étroites entre le géant asiatique et le bloc régional, partenaire stratégique traditionnel des Etats-Unis.

- **Energies fossiles** : la Chine est devenue en 2020 le premier partenaire commercial des six pays du Conseil de Coopération du Golfe (CCG), avec des échanges dominés par les énergies fossiles. La deuxième économie mondiale achète des produits pétroliers à Oman, aux Emirats arabes unis, au Koweït, et surtout à **l'Arabie saoudite, qui a couvert à elle seule près de 17% de ses besoins en 2021.**

Le Qatar lui fournit également du gaz naturel liquéfié (GNL). En pleine crise énergétique liée à l'Ukraine, les deux pays ont signé en novembre un accord portant sur l'approvisionnement de quatre millions de tonnes de GNL qatari par an, sur une durée record de 27 ans.

- **Accord de libre-échange** : hors énergie, les Emirats arabes unis sont le premier marché des produits chinois au Moyen Orient et en Afrique du Nord, cet Etat du Golfe les réexportant ensuite dans le reste du monde arabe.

Le sommet de Ryad entre le président chinois Xi Jinping et les dirigeants des pays du GCC a relancé les négociations sur un accord de libre-échange, entamées en juillet 2004.

- **Investissements** : les entreprises chinoises ont investi plus de 107 milliards de dollars dans les six pays du Golfe entre 2005 et 2022, selon des données rassemblées par l'American Enterprise Institute.

La majorité des investissements et des projets de construction chinois sont allés à l'Arabie saoudite, première économie du monde arabe, pour un montant cumulé de 49,6 milliards de dollars sur la période. La riche monarchie pétrolière, quant à elle, a été le douzième plus grand investisseur en Chine en 2019, avec près de 2,3 milliards de dollars investis.

Les fonds souverains du Golfe, dopés par les revenus du pétrole, se tournent également de plus en plus vers l'Asie. *Mubadala*, le fonds souverain d'Abou Dhabi, a lancé en 2015 un fonds conjoint avec deux institutions chinoises, doté de dix milliards de dollars.

- **Technologies** : les pays du Golfe ont étendu leurs partenariats avec Pékin à d'autres domaines, comme l'armement (drones, batteries côtières) et les technologies de communication & surveillance, au risque de froisser Washington, leur plus proche allié militaire.

L'Arabie et son programme de missiles balistiques : enjeux et messages

Dans ce contexte bilatéral général, un sujet est d'ordre stratégique et non tactique : la production en Arabie de missiles balistiques chinois destinés à une dissuasion conventionnelle face à l'Iran.

Les ventes de ces missiles ne sont pas nouvelles puisqu'elles remontent à plus de trois décennies, lorsqu'en 1987, lorsqu'un accord a été signé pour des missiles *Dongfeng-2 (DF-3)* d'une portée de 3 000 kilomètres. En 2007, l'Arabie saoudite a opté pour le DF-21A. Mais le marché avec la Chine semble avoir été plus loin : des images satellite prises entre le 26 octobre et le 9 novembre 2021 et opportunément portées à la connaissance de la presse américaine, ont montré un site de production situé dans la ville de Dawadmi, à 200 kilomètres de Riyad, avec une zone de production de combustible solide et un banc d'essai de moteurs.

Avec ce programme qu'elle a en partie dévoilé lors d'un défilé militaire (comme le Qatar le fera avec des missiles chinois (des *BP-12A*), l'Arabie fait passer plusieurs messages :

- La frappe de missiles, une dissuasion face à l'Iran. En dépit de tous les efforts américains et désormais arabo-israélo-américain, une défense sol-air, même si elle est un bouclier nécessaire, est perméable, extrêmement coûteuse et accroît la dépendance saoudienne aux bons vouloirs d'Administrations américaines plus ou moins bien disposées à son égard : elle en fait tous les jours l'expérience. Seule la possession de missiles offensifs permettrait à l'Arabie de se doter d'une dissuasion conventionnelle face à l'Iran ;
- La frappe par les mêmes moyens : l'Arabie a toujours dit qu'elle se doterait de l'arme nucléaire si l'Iran l'obtenait. Suivre le chemin iranien dans le domaine

balistique est montrer qu'elle n'hésitera pas à suivre le chemin nucléaire si l'Iran le poursuit ;

- La frappe indépendante des Etats-Unis : consciente de sa dépendance envers les Etats-Unis, l'Arabie se dote d'un système d'ordre stratégique qu'elle produit et utilise sans une aide américaine.

Cette situation est amenée du reste à devenir permanente puisque l'Iran n'a jamais cessé de considérer que son programme nucléaire et son programme balistique sont les deux faces d'une seule médaille : son seul moyen de dissuasion face à ses ennemis. Toutes les tentatives des diplomates occidentaux d'inclure dans les seules négociations nucléaires le programme de missiles iraniens, ont été des échecs. L'Iran estime que si elle renonce à son programme nucléaire, elle doit disposer d'un moyen de défense dissuasif : une large gamme de missiles qui compense l'extrême faiblesse d'une armée soumise aux embargos depuis 1979.

Dissuader l'Iran par son propre programme de missiles sol-sol même conventionnels semble rationnel, mais vain car comprendre ce qui dissuade vraiment les Iraniens a été et demeure un exercice incroyablement difficile pour tous les adversaires de Téhéran. De l'assassinat du général **Qassem Suleimani**, en janvier 2020 lors d'une frappe de drone aux alternatives sanctions/levées de sanctions en passant par les frappes indirectes (sabotages d'installations, raids en Syrie et au Liban), l'Iran n'a jamais dévié de son objectif nucléaire.

L'aspiration saoudienne à acquérir des missiles plus puissants pourrait même avoir l'effet exactement inverse. En cas de tensions extrêmes, l'Iran, extrêmement sensible aux missiles en raison de son expérience avec l'Irak pendant la guerre de 1980-1988, pourrait lancer des frappes préventives pour réduire ou éliminer la menace, ce qui pourrait conduire à des représailles saoudiennes et finalement à une guerre totale : la dissuasion a peu de chances de fonctionner avec l'Iran mais l'Arabie veut jouer sur tous les leviers possibles.

La Syrie : un poids diplomatique encore important

Les dernières semaines ont apporté la confirmation que le retour régional de la Syrie était presque achevé ; son dernier ennemi régional reste à sa frontière sud : Israël.

Alors qu'Israël est devenu un partenaire de certains États du Golfe, ainsi que du Maroc et du Soudan, aucun d'entre eux n'a représenté réellement un obstacle à la sécurité d'Israël, c'est-à-dire, un poids dans les questions palestinienne et iranienne.

Seule la Syrie est à la confluence de ces deux sujets : si son poids a diminué en raison d'une décennie de guerre civile, sa capacité à naviguer dans le labyrinthe de la politique levantine – en Iran, au Liban, en Palestine et désormais en Turquie - la rend plus importante pour Israël que la plupart des autres pays arabes avec qui il a fait la paix dans le cadre des accords d'Abraham.

- *La question palestinienne*

Avec l'importance accordée récemment au Président Assad par l'Algérie, les Émirats arabes unis et maintenant même la Turquie, Israël continuera de surveiller les événements à Damas. Des groupes palestiniens à Gaza et en Cisjordanie occupée se bousculent désormais pour revenir dans les bonnes grâces d'Assad.

Pour les chefs de la défense israéliens successifs, le principal problème a toujours été l'influence et l'intervention continues de la Syrie au Liban et dans les territoires palestiniens. Tous les grands groupes palestiniens avaient eu leur siège à Damas ou au Liban sous contrôle syrien tout au long de la guerre froide. La Syrie s'est considérée comme un arbitre en Palestine, un arbitre qui pourrait affronter l'ancien dirigeant palestinien Yasser Arafat et tente de le redevenir.

Son influence sur la question palestinienne signifiait qu'Israël devait affronter la puissance de la Syrie au Liban soit par la guerre, comme l'a fait l'ancien Premier ministre israélien Ariel Sharon, soit à la table diplomatique, comme l'ont fait les anciens dirigeants Ehud Barak, Ehud Olmert et même Benjamin Netanyahu.

- *La question iranienne*

Autre point de préoccupation : l'influence iranienne en Syrie. Avec le retrait du contingent russe sur son territoire, l'Iran est devenu la seule force militaire étrangère organisée et alliée sur son sol, contribuant ainsi à l'encerclement général iranien dans la région avec le Hezbollah au Liban, la population chiite (70% de la population) à Bahreïn les Houthis au Yémen et l'Organisation Badr en Irak. Les raids aériens continus sur des cibles iraniennes en Syrie montrent qu'Israël veille quotidiennement sur les transferts d'unités et d'armes sur l'axe Iran/Irak/Syrie/Liban.

Egypte : la délimitation de sa ZEE coordonnée avec la Grèce ou le Grand Jeu pétrolier & gazier

La délimitation unilatérale de sa ZEE par le gouvernement égyptien (par le décret n°595/22 de la mi-décembre 2022) a été réalisée en parfaite coordination avec le gouvernement grec et témoigne du dynamisme de leurs diplomaties régionales respectives et communes :

L'annonce égyptienne intervient un jour à peine après la déclaration du ministre des Affaires étrangères turques, M. **Cavusoglu**, selon laquelle il "*défendra le mémorandum turco-libyen*";

Le tracé égyptien en effet annule le partage turco-libyen de la Méditerranée orientale ; le déplacement contrarié de M. **Dendias** en Libye en novembre était destiné à prévenir la diplomatie libyenne de la décision concertée gréco-égyptienne de proposer un partage agréé par l'ensemble des parties et non le fruit d'une décision turque avalisée ensuite par un gouvernement à Tripoli sous emprise turque ;

L'accord-cadre turco-libyen du 27 novembre 2019 signé à Ankara, accapare une bande maritime entre le littoral libyen et le rivage turc au niveau de la ville de Kas (sud-ouest d'Antalya) ; ce tracé viole le droit international de la mer car il empiète l'espace maritime grec (notamment au large des îles grecques de Crète et de

Rhodes). Si la Libye y a gagné le soutien militaire turc (aboutissant à la victoire de juin 2020, où cette coalition turco-libyenne a repoussé l'avancée du maréchal **Haftar** et de ses alliés), elle a ligué contre elle une large partie des pays de la région.

L'accord-cadre, un temps en sommeil, a été activé le 3 octobre 2022 avec un accord sur l'exploration, l'extraction et la production



de pétrole et de gaz entre les deux pays. De nouveau, la bande maritime qu'il trace en Méditerranée orientale entrave sur le papier le développement du projet *EastMed*, gazoduc alimentant le sud de l'Europe en gaz israélien (champs de *Tamar* et *Léviathan*) et égyptien (champ de *Zohr*, découvert par l'*ENI*), en passant par Chypre et la Grèce.

Défense

- [GOLFE](#)

Réarmement naval

Longtemps concentrés sur leurs capacités aériennes et terrestres, les pays du Golfe mettent l'accent depuis le milieu de la dernière décennie sur l'acquisition de capacités navales de pointe.

- L'Arabie, tout d'abord avec la conclusion début décembre d'un accord-cadre avec le chantier public espagnol, *Navantia*, pour la fourniture de 5 bâtiments de combat multi-missions ; probablement des frégates légères, ces futures unités illustrent la montée en gamme de la Marine saoudienne, en attendant probablement la commande de bâtiments amphibies ravitailleurs, capables de lui donner une autonomie supérieure.
- Le Qatar est allé plus loin puisque dans le contrat de 2017 signé avec le chantier public italien, *Fincantieri*, outre 4 corvettes et 2 patrouilleurs, un bâtiment amphibie (*Landing Platform Dock*) est prévu, qui devrait donner une capacité expéditionnaire de pointe qui, actuellement, ne se retrouve dans la région qu'en Algérie, où le même chantier avait livré en 2013 un bâtiment

similaire, porte-hélicoptère et amphibie. Ce LPD sera prochainement lancé ; à noter que son partenaire turc mène actuellement une campagne d'essais en mer de son propre LPD, l'Anadolu (voir les éditions n°3 et 5 de la lettre parlementaire) qui pourrait à l'avenir mener des opérations conjointes avec le LPD qatari ;

- L'Egypte a admis au service actif la première corvette lourde allemande (produite par l'allemand *ThyssenKrupp Marine Systems*) sur les quatre de la série, début novembre, puis un bâtiment ravitailleur (sur deux) acquis d'occasion au Royaume-Uni courant décembre, accentuant l'autonomie et la puissance de sa flotte de combat de premier rang ; la Marine se contre désormais sur l'acquisition de sous-marins lanceurs de missiles de croisière, après avoir acquis 4 sous-marins auprès de TKMS en 2011 puis 2015 ;
- Les EAU ne sont pas en reste : la capacité côtière est assurée par le programme récemment lancé de construction de trois patrouilleurs légers (dits *Falaj-3*) auprès de Singapour pour le design et à construire dans le chantier émirien *Abu Dhabi Ship Building* tandis que la capacité expéditionnaire est produite par le chantier indonésien *PT Pal* qui construit actuellement un bâtiment amphibie de plus de 220m de long de type *Makassar*.

La conclusion de ces développements corrobore l'analyse géopolitique énoncée plus haut : l'indépendance nationale passe par la reconquête de la puissance maritime, la maîtrise des lignes de communication et la protection des infrastructures pétrolières et gazières au large.

• EUROPE

Dépenses de défense de 26 Etats en 2021

L'Agence européenne de défense (AED) a publié début décembre son rapport sur les dépenses de défense des 26 pays européens en 2021.

Données principales	Détails/montants
Dépenses de défense cumulées des 26	214 milliards € (+6%) 7 ^{ème} année consécutive de hausse
% du PIB en moyenne	1,5% du PIB des 26 membres
Montant à atteindre pour arriver aux 2% de l'OTAN	+68 milliards €
Nombre de pays qui ont augmenté le budget de défense	18 sur 26
Montant des budgets d'acquisition & R&D	52 milliards € (27 en 2014), +16% (2020) 24% des dépenses de défense 43 pour l'acquisition 9 pour la R&D
Montant des budgets consacrés à la coopération	18% du montant total des acquisitions de défense

Allemagne : retards dans la rédaction de la future stratégie nationale de défense

Objectif mentionné dans le contrat de coalition du 24 novembre 2021, la future stratégie nationale de défense, qui devait être publiée à l'occasion de la conférence de sécurité de Munich (mi-février) semble retardée par différents sujets de divergence.

1. Le pilotage de la politique de défense : si le Chancelier ne s'oppose à ce que chaque ministère définisse sa vision, il rappelle que le centre du pouvoir est la Chancellerie ;
2. Le contenu précis du devoir de leadership, plusieurs fois mentionné par M. **Klingbeil**, Président de la *SPD*, qui n'a pas été précisé depuis ses deux discours du 21 juin et 19 octobre 2022 ;
3. Les institutions : la création d'un vrai conseil national de sécurité, allant au-delà de la réunion régulière de l'actuel *Bundessicherheitsrat*, associant les ministres régaliens autour du Chancelier, semble enterré, car empiétant trop sur les ministères ;
4. Les moyens budgétaires, c'est-à-dire le respect (constitutionnel) de consacrer 2% du PIB à la Défense ; cet objectif de l'OTAN (sommet du pays de Galles, 2014) a toujours semblé arbitraire aux Verts et à l'aile gauche de la *SPD* qui préfèrent parler d'adaptation en fonction des besoins des armées ; par ailleurs, les Finances rappellent que le respect de cet objectif signifierait un budget de 80 milliards € pour la défense.
5. Les moyens capacitaires, notamment l'*European Skyshield Initiative*, projet de défense sol-air complet, annoncée le 29 août dernier par le Chancelier dans son discours de Prague, et pour lequel une lettre d'intention a été signée par 14 pays européens ;
6. Les règles du contrôle export dans l'armement : tant la ministre de la Défense que le Chancelier se sont prononcés en faveur d'un assouplissement de ces règles pour les programmes européens (avion et char de combat) : déjà intégrées dans le premier document sur la future loi sur le contrôle-export (publié en octobre), elles devraient être imposées à la coalition.

Allemagne : une aide conséquente à l'Ukraine

Alors que la future loi sur l'exportation d'armement (*Rüstungsgesetz*) est toujours programmée pour être déposée au premier trimestre 2023, les premières statistiques sur les AEMG ont été communiquées par le Ministère de l'Economie à la Commission du Commerce extérieur du *Bundestag* : elles font apparaître un fort soutien allemand vers l'Ukraine, connu mais désormais chiffré à 2,24 milliards €, dont la moitié pour des armes de guerre.

Autorisations d'exportation de matériels de guerre	1 ^{er} janvier-22 décembre 2022
Total	8,35 milliards € (9,35 en 2021, record absolu)
Dont Ukraine	2,24 milliards € (dont la moitié d'armes de guerre)
Armes de guerre	3,96 milliards € (47,5%) contre 45,1% en 2021 Record sur dix ans
Pays-Bas	1,83 milliard €
Etats-Unis	863,7 millions €
RU	453 millions €
Hongrie	249,2 millions €
Australie	196,1 millions €
Singapour	175,1 millions €
Corée du Sud	166,5 millions €
Pays hors OTAN (ou pays associé)	3,23 milliards € dont 2/3 pour l'Ukraine, soit 38,7% (contre 4,34 milliards € en 2021, principalement pour l'Egypte)

Gris clair : pays OTAN

Gris foncé : pays hors OTAN mais assimilés comme tels

Rouge : pays tiers, soumis à une certaine restriction.

OTAN : le chantage turc exaspère la Suède

Ultime sursaut de dignité ? Le Premier Ministre suédois, M. **Ulf Kristersson**, a déclaré que son gouvernement ne pouvait plus accepter les exigences turques en vue d'accepter son adhésion à l'Alliance Atlantique & OTAN : « *La Turquie a confirmé que nous avons fait ce que nous avons dit que nous ferions, mais elle dit aussi qu'elle veut des choses que nous ne pouvons pas, que nous ne voulons pas, donner* ».

Fin décembre, la Turquie avait félicité la Suède pour avoir répondu à ses préoccupations en matière de sécurité, mais a souligné qu'il en fallait davantage pour gagner le plein soutien d'Ankara à la candidature bloquée de Stockholm à l'adhésion à l'OTAN. Ses exigences se concentrent toujours sur les points édictés le 28 juin lors du Sommet de l'OTAN à Madrid :

- Retrait du soutien suédois & finlandais aux YPG, branche armée des Kurdes en Syrie et retrait du soutien de ces deux pays au mouvement FETÖ (mouvement Gülen) : point n°4 ;
- Condamnation du PKK comme mouvement terroriste : point 5 ;
- Modification des codes pénaux & procédures criminelles de ces deux pays pour permettre les poursuites : point 6 ;
- Levée de l'embargo sur les armes (décrété par la Suède & Finlande lors des opérations en Syrie) : point n°7.

La Grèce reporte son projet de corvettes, la Turquie lance la production en série de ses programmes

Les décisions prises le 20 décembre à Athènes et à Ankara ont donné une image saisissante du déséquilibre budgétaire (et donc militaire) dans cette partie de la Méditerranée orientale :

- Le 20 décembre au matin, le *KYSEA* (ou Conseil de sécurité grec) décidait du report du projet d'acquisition de 4 corvettes multi-missions, projet qui devait compléter le programme de construction de 3 frégates légères françaises ;
- Le même jour, dans l'après-midi, à Ankara, le *SSIK* (Conseil des industries de défense turques) prenait, quant à lui, la décision de lancer les productions de série de ses programmes de missiles et de poursuivre la série de ses corvettes :

Décision	Programmes
Lancement de la production de série des couches sol-air (CP, MP, LP) et du lanceur vertical pour la Marine	<i>Siper Block I: longue portée</i> <i>Hisar (0+) : moyenne portée</i> <i>Sungur (manpads) : courte portée</i> Système <i>MIDLAS</i> (lanceur vertical national)
Lancement de la production en série des missiles sol-sol & surface-surface	<i>Tayfun (testé à plus de 300km : 581km)</i> <i>Atmaca (missile mer-mer pour Marine et pour batterie côtière</i> <i>Barbaros)</i> <i>TRLG-230, roquette guidée</i> <i>Karaok (missile anti-char, 2,5km)</i>
Lancement de la production en série des missiles air-air	<i>Gökdoğan, MP</i> <i>Bozdoğan, CP</i>
Continuation de la série des corvettes de type MILGEM-I	<i>N°6,7 et 8</i>
<i>F-16</i>	Nouveaux équipements nationaux à intégrer (en dépit du veto du Pentagone à moderniser la flotte sans son approbation)

La Fondation Identité et Démocratie est partiellement financée par le Parlement européen et à la seule responsabilité de cette publication.



**IDENTITÉ
ET DÉMOCRATIE
FONDATION**



<https://id-foundation.eu>



contact@id-foundation.eu



Paris, France